

Plus de 1200 personnes manifestent contre l'uranium à Sept-Îles

Par [Fanny Lévesque](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2009

[Le Soleil \(Québec\)](#) 13 décembre 2009

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)



(Sept-Îles) Il y a eu une manifestation monstre, dimanche à Sept-Îles, alors que plus de 1200 citoyens sont descendus dans les rues pour protester contre les travaux d'exploration d'uranium en cours au nord de la ville. Du même souffle, ils ont donné leur appui au groupe de 24 médecins démissionnaires du Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles. Le message envoyé au gouvernement est clair : Sept-Îles ne veut pas d'uranium dans sa cour.



Réunie de façon beaucoup plus importante qu'en janvier ou en octobre, la population s'est mobilisée une troisième fois pour demander à Québec un moratoire permanent sur l'exploration et l'exploitation d'uranium dans la province. «Bravo Sept-Îles! Bravo les médecins! Le gouvernement ne peut plus avoir les yeux fermés. C'est à Sept-Îles que le Québec va commencer à être informé», a martelé Marc Fafard, le porte-parole du regroupement à l'origine de la manifestation, Sept-Îles sans uranium.

Sur place, les médecins signataires d'une lettre de démission envoyée au ministre Yves Bolduc la semaine dernière se sont réjouis de la réponse des citoyens. «La population a compris que nous n'étions pas démissionnaires, mais bien engagés dans la cause», a précisé la Dre Isabelle Gingras.

«Je suis fier de Sept-Îles, les gens se sont levés debout. Nous avons réussi à mettre le dossier sur la table de la Santé publique», a pour sa part souligné le Dr Bruno Imbeault, en faisant référence à la visite d'urgence du directeur national de santé publique, le Dr Alain Poirier, à Sept-Îles vendredi.

Au terme de cette rencontre avec la vingtaine de médecins, la Direction de santé publique a créé un comité chargé d'évaluer les risques liés à cette industrie sur la santé. Les recommandations issues de cette table de travail devraient être connues d'ici les prochaines semaines.

De son côté, la députée de Duplessis, Lorraine Richard, affirme que le gouvernement libéral fait preuve d'irresponsabilité dans ce dossier. «Il n'y a pas que le ministère de la Santé qui est concerné. Il faut que le premier ministre s'en mêle aussi. Le pouls de ma population est contre l'uranium, on le voit aujourd'hui», a-t-elle lancé.

Le maire absent

Malgré l'absence du maire de Sept-Îles, Serge Lévesque, deux représentants du conseil municipal ont joint la marche. Un sondage commandé par la Ville pour évaluer l'opposition de la population à l'uranium est en cours. «Nous voulons nous servir des données du sondage pour mettre du poids dans nos démarches auprès de Québec», a expliqué le conseiller Martial Lévesque. Il y a près d'un an, soit en janvier 2009, la municipalité a demandé au gouvernement d'imposer un moratoire sur l'uranium.

Les chefs des communautés de Pessamit et d'Ekuanitshit, Raphaël Picard et Jean-Charles Piétacho, sont aussi venus apporter leur soutien au conseil innu d'Uashat mak Mani-Utenam qui revendique également l'arrêt des travaux au lac Kachiwiss. «C'est un non catégorique. Il y a plusieurs projets d'exploration sur la Côte-Nord, c'est inconcevable. Il faut que l'éthique prime sur l'économique», a dit M. Piétacho.

La compagnie d'exploration junior de la Colombie-Britannique Terra Venture effectue des travaux uranifères au lac Kachiwiss, situé à moins de 13 kilomètres de la source d'eau potable de la Ville de Sept-Îles depuis 2008. Pour l'heure, la compagnie construit le chemin d'accès au site d'exploration.

Avec la collaboration de Steeve Paradis.

La source originale de cet article est [Le Soleil \(Québec\)](#)

Copyright © [Fanny Lévesque](#), [Le Soleil \(Québec\)](#), 2009

Articles Par : [Fanny Lévesque](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca